Mobilisation lycéenne : il est urgent d'entendre la jeunesse

Ce jeudi, de nombreux·euses élèves se sont mobilisé·es dans les lycées de notre académie, comme partout en France. Les blocus et mouvements avaient principalement commencé mardi, à l'occasion de la journée nationale d'action Fonction Publique, et se sont multipliés ce jeudi, y compris dans des lycées rarement mobilisés ces dernières années : c'est un signe de la profondeur de la colère des éléves et étudiant·es qui fréquentent nos établissements.

Si les revendications peuvent connaître des différences d'un établissement à un autre, il y a des constantes dans ce que les élèves mettent en avant dans le cadre de leur mobilisation. Ainsi, le lycéen·nes mettent en avant les moyens insuffisants, et des réformes qui depuis des années viennent miner leur épanouissement et fermer leurs perspectives d'émancipation. Ils dénoncent :
- le manque de personnels : enseignant·es, personnels d'éducation, administratifs ; personnel médico-social ;
- des conditions d'apprentissages dégradées avec les effectifs chargés ;
- des emplois du temps infernaux issus de la réforme Blanquer du lycée ;
- une scolarité anxiogène dans le cadre du lycée Blanquer ;
- Parcoursup et la réduction des possibilités de poursuites d'études, et la logique de tri social, qui les empêchent de se projeter sereinement dans leur avenir ;
- les conditions matérielles insatisfaisantes, liées à l'état des établissements ;
- l'inaction devant l'urgence climatique, avec un bâti vétuste, non adapté aux épisodes de canicule et aux chaleurs de ce mois de septembre, à la suite d'un été caniculaire.

Sur tous ces points, leur analyse rejoint pleinement celle du SNES-FSU, du SNUEP-FSU et du SNEP-FSU qui, depuis des années, revendiquent un plan d'urgence pour l'Education nationale, et, à travers lui, des investissements au service de la réussite de tous les élèves. Notre syndicat ne peut donc que soutenir les revendications que les lycéen·nes expriment.

Le SNES-FSU, SNUEP-FSU, SNEP-FSU Toulouse saluent les collègues qui ont apporté, dans le calme et la responsabilité, leur expérience pour aider les lycéen·nes à sécuriser le mouvement. La priorité doit être en effet d'assurer la sécurité pour les personnels et les élèves, comme lors de la manifestation des lycéen·nes qui s'est déroulée dans le calme à Toulouse ce jour, en rassemblant plus de 1.000 personnes. Dans beaucoup de lycées, les actions organisées se sont ainsi déroulées dans le calme.

Toutefois, des situations ont dégénéré, malgré la présence de collègues aux côtés des élèves, parfois avec la présence d'éléments extérieurs aux établissements concernés. Le SNES-FSU condamne les actions violentes d'où qu'elles viennent contre les personnels et les élèves, et les dégradations qui ont été commises.
Il condamne aussi les conditions d'intervention des forces de l'ordre, souvent disproportionnées, mettant en danger les élèves, et les interpellations arbitraires. En dispersant sans ménagement des rassemblements pacifiques par des gaz lacrymognènes ou des charges injustifiées, les forces de l'ordre contribuent à des tensions inutiles.

Le SNES-FSU, SNUEP-FSU, SNEP-FSU Toulouse réaffirment que les lycéen·nes doivent pouvoir s'exprimer

librement, pacifiquement, sans craindre les répressions violentes qui ont trop souvent frappé les mouvements sociaux depuis plusieurs années.

Il dénonce d'ailleurs vivement l'arrestation injustifiée d'un de ses responsables en Ariège, qui s'est présenté comme tel, gazé à bout portant, alors qu'il tentait de sécuriser la mobilisation lycéenne, et de nouer le dialogue avec les forces de l'ordre. Il lui exprime son soutien et a demandé sa libération immédiate.

Pour le SNES-FSU, SNUEP-FSU, SNEP-FSU Toulouse, les lycéen·nes doivent de toute urgence pouvoir trouver un espace et un moment pour être écouté·es et entendu·es dans leurs revendications : il y a urgence à permettre l'expression lycéenne sans entrave et dans un cadre démocratique, libre et serein, au sein des lycées.

Mais les réponses attendues ne sont pas seulement du côté des cadres d'échange, comme semble le suggérer le ministre avec l'idée d'une plateforme de concertation : ce que les élèves demandent, ce sont bien des moyens dans le cadre d'une autre politique éducative qui ne soit pas sous-tendue par le sacrifice de la jeunesse.

Le message envoyé par l'État relève pour le moment du contre-sens social : le SNES-FSU, SNUEP-FSU, SNEP-FSU Toulouse dénoncent ainsi que les seules réponses apportées aujourd'hui à des revendications légitimes soient l'envoi de la police armée ou la menace de sanction disciplinaire à l'encontre des lycéen·nes mobilisé·es, ou des consultations dans des cadres extrêmement fermés. Le ministre et le gouvernement doivent prendre la mesure de la situation, et de l'impasse dans laquelle les conduit leur réponse totalement indaptée aux demandes des lycéen·nes et étudiant·es.

C'est une réponse politique portée par l'ambition de l'émancipation, la réussite, et l'épanouissement de la jeunesse, et non une réponse policière, qui est urgente.

Dans l'immédiat, ils appellent à faire connaître et diffuser l'appel au soutien des lycéen·nes et étudiant·es mobilisés de ce jour (https://www.snes.edu/article/mobilisations-lyceennes-les-violences-et-la-repression-doivent-cesser-appel-aux-personnels-a-se-tenir-aux-cotes-des-eleves/), et à se réunir entre personnels dans les lycées pour organiser la mobilisation et l'appui de la profession aux mobilisations lycéennes, dans le calme et dans le respect des personnes, des bâtiments et des infrastructures.

Alors que dans quelques jours, le Premier ministre va présenter son projet de budget 2027, il porte la responsabilité d'une crise profonde dans l'Éducation nationale, dans ce contexte particulièrement lourd et grave. Le SNES-FSU, SNUEP-FSU, SNEP-FSU appellent le gouvernement à prendre acte de l'impérieuse nécessité d'investir massivement dans l'École publique pour répondre aux attentes légitimes des élèves, des familles et des personnels.

Toulouse, le 01/10/26